

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE LA PROTECTION
DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

13481 du 30.12.1992 ARRÊTÉ

Soyer -> Chgt ^{Deployment}
+
diminution
de surface
+ information que M^r de Quern

M^r Lequern -> Depot de dossier

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,
PREFET DE LA GIRONDE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de ladite loi,
- VU la demande et les plans annexés produits par la S.C.I "PRENDS Y GARDE" en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une entreprise de récupération et vente de pièces détachées automobiles à COUTRAS au lieu-dit "Prends y Garde",
- VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1991 prescrivant une enquête publique du 20 janvier 1992 au 20 février 1992 inclus,
- VU les mesures de publicité effectuées préalablement à l'enquête, dans deux journaux du département,
- VU les certificats constatant l'affichage de l'avis d'ouverture de l'enquête pendant un mois dans la commune de COUTRAS,
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 20 janvier 1992 au 20 février 1992 inclus,
- VU l'avis du commissaire-enquêteur en date du 24 mars 1992,
- VU l'avis du Conseil Municipal de COUTRAS en date du 27 février 1992,
- VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 10 février 1992
- VU l'avis de Monsieur l'Inspecteur des installations classées en date du 5 novembre 1992

COUTRAS
CASSE
AUTOS

- VU l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi en date du 4 février 1992,
- VU l'avis de Monsieur le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours en date du 6 mars 1992,
- VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement en date du 28 février 1992
- VU l'avis de M. le Ministre de l'Agriculture en date du 3 décembre 1991
- VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 19 février 1992,
- VU l'arrêté de sursis à statuer en date du 30 juin 1992,
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 5 novembre 1992,

CONSIDERANT qu'il résulte de l'instruction à laquelle il a été procédé que l'autorisation sollicitée peut être accordée sans danger ou inconvénient pour les intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - La S.C.I "PRENDS Y GARDE" est autorisée à exploiter à COUTRAS lieu-dit "Prends y Garde", une entreprise de récupération et vente de pièces détachées automobiles aux conditions suivantes :

EMPLACEMENTS

1er -

Les installations seront situées, installées et exploitées conformément au dossier fourni lors de la demande d'autorisation et aux prescriptions du présent arrêté :

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2ème -

Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées pour la préparation des moteurs des véhicules automobiles ainsi que pour le dépôt des copeaux, tournures, pièces, matériels, etc., enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, etc...

3ème -

Un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation :

a) des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux, clés ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc) en vue de leur remplissage ou de leur vidange ;

b) des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc..) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

AMENAGEMENT DU CHANTIER ET IMPLANTATION DE MATERIELS

4ème -

L'établissement devra être raccordé au réseau public d'adduction d'eau. Les installations d'eau ne devront pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau intérieur de caractère privé.

5ème -

Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres.

Dans le cas où la clôture prévue à l'alinéa précédent n'est pas susceptible de masquer le dépôt et compte tenu de l'environnement, cette clôture sera doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes.

6ème -

En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

7ème -

A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation seront aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôt.

Un emplacement sera réservé, à l'intérieur de l'établissement pour le stationnement des véhicules de la clientèle. Une bande de 4m de largeur sera laissée libre le long du fossé situé au nord du terrain pour permettre le passage des engins d'entretien.

8ème -

Les machines et matériels fixes seront implantés dans les zones du chantier les plus éloignées des habitations.

Ils seront installés de façon que les vibrations transmises par le sol ne soient pas susceptibles de gêner le voisinage.

9ème -

Le sol des emplacements spéciaux prévus aux alinéas 2 et 3 sera imperméable et en forme de cuvette de rétention.

Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout conteneur ou canalisation.

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc... récupérés. Ils seront installés sur des cuvettes de rétention de capacité suffisante pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou milieux naturels (rivières, lacs, etc...).

10ème -

Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

PREVENTION DES NUISANCES11ème - BRUIT

Les opérations de fonctionnement sont interdites entre 20 heures et 7 heures.

En outre, toutes dispositions seront prises pour ne pas incommoder le voisinage par le bruit.

Les groupes moto-compresseurs et les engins équipés de moteurs à explosion ou à combustion interne, autres que les véhicules automobiles soumis aux dispositions du code de la route, doivent respecter, quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions prises en application du décret n° 89.380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

Si des véhicules automobiles, non assujettis au code de la route circulent à l'intérieur de l'établissement, ils devront être conformes aux dispositions du code de la route en ce qui concerne les bruits aériens émis.

L'emploi d'avertisseurs sonores est interdit sur le chantier à l'exception de ceux utilisables exceptionnellement pour des raisons de sécurité.

12ème - Pollution des eaux

Les eaux usées de type domestique seront évacuées au réseau public d'assainissement. Toutefois, en l'absence de réseau public d'assainissement, le principe d'un assainissement autonome pourra être retenu et sa réalisation devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès des services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales avant tout commencement des travaux.

En aucun cas les eaux résiduaires industrielles ne pourront être évacuées avec les eaux usées domestiques.

Si les emplacements spéciaux prévus aux alinéas 2 et 3 sont couverts, les liquides qui y seraient accidentellement répandus devront être récupérés et déposés dans les récipients mentionnés à l'alinéa 9.

Si ces emplacements ne sont pas couverts, les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui y seraient accidentellement répandus seront collectés dans un bassin assurant un temps de rétention moyen minimum de vingt quatre heures. Sa capacité sera au moins de 2 mètres cubes.

Le contenu de ce bassin sera enlevé par une entreprise spécialisée.

Le bassin de rétention sera entretenu de manière à conserver son étanchéité.

13ème -

Le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement des déchets liquides (soit le contenu du bassin de rétention, soit les produits recueillis à la surface du bassin et séparés par le déshuileur), des précisions sur leur destination et le traitement qu'ils subissent seront communiqués à l'Inspecteur des Installations Classées. Dans le cas où le traitement subi s'avérerait insuffisant, l'Inspecteur pourra prescrire toutes dispositions ou mesures qu'il jugera indispensables à cet égard.

14ème - Pollution de l'atmosphère

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Des mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières, en particulier les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

15ème - Incendie

La quantité de stériles sera limitée à 300 mètres cubes.

Chaque dépôt de pneumatiques sera limité à cinquante mètres cubes. Ces dépôts seront distants les uns des autres d'au moins quinze mètres. Une voie de circulation de largeur minimum de huit mètres sera prévue autour de chaque dépôt.

Dans le cas où les véhicules automobiles sont découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de huit mètres des dépôts prévus aux alinéas 2 et 3 ainsi que des dépôts de pneumatiques et en général de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

Il est interdit de fumer à proximité et sur les zones :

- . prévues aux alinéas 2 et 3,
- . réservées aux dépôts de stériles, pneumatiques, liquides inflammables.

Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués.

16ème - Explosion

Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- Service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne),

- Service des munitions des armées (terre, air, marine),

- Gendarmerie Nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre ainsi que des objets suspects et corps creux sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

17ème - Rongeurs - Insectes

Le chantier sera mis en état de dératisation permanente.

Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements Classés pendant une durée d'un an.

La déoustication sera effectuée en tant que de besoin.

LUTTE CONTRE L'INCENDIE

18ème -

Une réserve d'eau sera créée dans l'établissement. Sa capacité sera déterminée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

L'accès et les abords de cette réserve d'eau devront permettre la circulation des engins de secours en toutes circonstances.

Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, on disposera en permanence d'eau et d'extincteurs mobiles en nombre suffisant. En particulier, un extincteur à eau pulvérisés sera installé près du bureau vestiaire et un autre près du dépôt de stériles.

En outre, tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur portatif.

Des consignes d'incendie seront établies ; elles seront affichées ainsi que les numéros de téléphone et l'adresse du centre de secours le plus proche, près de l'accès au chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation.

DISPOSITIONS GENERALES

19ème -

L'exploitant devra présenter, à la demande de l'Inspecteur des Etablissements Classés, la justification des moyens d'élimination des stériles et pneumatiques, huiles et graisses, produits pétroliers, produits chimiques divers, pendant une durée d'un an.

Il notera la nature et les quantités des produits éliminés.

20ème -

Tout véhicule automobile hors d'usage ne devra pas séjourner en l'état sur le chantier, plus de 3 mois.

DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

21ème -

Les réservoirs de carburant et les organes contenant des hydrocarbures ou liquides divers (boîtes de vitesse, carters moteur, batteries...) et présentant des fuites, devront être vidés dès l'arrivée des véhicules sur le dépôt.

ARTICLE 2 - Les conditions ci-dessus ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le Livre II du Code du Travail et les décrets réglementaires pris en exécution dudit Livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 3 - La présente autorisation est délivrée au titre de la loi du 19 juillet 1976. Elle ne dispense donc pas le permissionnaire de solliciter également les autorisations qui pourraient lui être nécessaires en vertu d'autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur et, notamment, le permis de construire.

ARTICLE 4 - Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 5 - L'exploitant devra se soumettre à la visite de ses installations par l'Inspecteur des installations classées et par tous les agents commis à cet effet par l'Administration préfectorale.

ARTICLE 6 - Il est expressément défendu au permissionnaire de donner aucune extension à ses installations et d'y apporter aucune modification de nature à augmenter les inconvénients avant d'en avoir obtenu l'autorisation.

ARTICLE 7 - La présente permission se trouverait périmée de plein droit si les installations étaient transférées sur un autre emplacement, si leur exploitation était interrompue pendant un délai de deux ans ou s'il s'écoulait un délai de trois ans avant leur mise en activité.

ARTICLE 8 - Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions sus-indiquées et à toutes celles que l'Administration jugerait utiles, pour la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976, de lui prescrire ultérieurement, la présente autorisation pourra être rapportée.

ARTICLE 9 - Le permissionnaire devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition.

Une copie de cet arrêté devra, en outre, être constamment tenue affichée dans le lieu le plus apparent de l'établissement.

.../...

ARTICLE 10 - Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Maire de COUTRAS qui demeure chargé de la notifier à l'intéressé.

Une deuxième ampliation sera déposée aux archives de la commune pour y être communiquée à toute partie intéressée qui en fera la demande.

ARTICLE 11 - Monsieur le Maire de COUTRAS est également chargé de faire afficher à la porte de la mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, en faisant connaître qu'une copie intégrale est déposée aux archives communales et mise à la disposition de tout intéressé.

Un avis sera inséré, par les soins de la Préfecture et aux frais du permissionnaire, dans deux journaux du département.

ARTICLE 12 - MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
le Sous-Préfet de LIBOURNE
le Maire de COUTRAS
l'Inspecteur des installations classées,
le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours,
le Directeur Départemental de l'Equipement,
le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Gironde,

et tous Officiers de Police Judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 30 DEC. 1932

LE PREFET,

Pour la Préfet,
Le Secrétaire

Marcel PERES

LE MAIRE DE COUTRAS

[Signature]

Th. DONOCH